

[Text]

• 1815

I'll still look at lists, but it's interesting that in the last two or three years, we have seen a rapid uptake of responsibility by First Nations organizations to administer this program. Understanding there's a financial limit, I think we're seeing significant improvements in the way those funds are now administered.

The Chairman: Mr. Minister, I have another question dealing with the housing study that was just completed. Given what we know of the finances that have been committed toward aboriginal housing, have we heard the last word on that particular issue for the fiscal year 1993-94?

Mr. Siddon: I think, Mr. Chairman, you received a letter indicating that the cabinet had not finally decided and was not yet able to reply to your report on housing. I can say quite frankly that I think we have developed a very exciting and comprehensive policy package on a new aboriginal housing program. It's something that will become essential. It will involve a much higher degree of commitment to home-ownership concept, responsibility for maintenance, training, adequate planning of housing developments, using wherever possible mortgage funding, mortgage financing, with the co-operation of the banking system, aboriginal financial and lending institutions, which we're trying to encourage, clear tests as to whether people have the means to make payments, pay rent or to make mortgage payments, but ultimately to ensure that the housing stock doesn't have to be renewed every 10 years. The sad statistic about aboriginal housing today is that the average housing unit lasts 10 years.

We will have renewed 50% of the native housing stock in Canada since 1984 by our program of renovating over 3,000 units and building 3,000 new units a year. In 10 years, you see, you could renovate or build 60,000 housing units. The problem is, they don't last. The way in which they're built and managed, the extent to which aboriginal communities are gainfully employed, the economic development, are all important ingredients of a housing policy. These are all matters contained in the new policy proposal.

We have to secure the final financial commitment. As you know, it's great. I'm hopeful that in the not-too-distant future that can be done. As of today, I can't make you that commitment.

The Chairman: It sounds as though you know our report well.

I have one final, fairly specific question. It covers the area of post-secondary education.

In my constituency, we proudly have an Indian accredited university, the Saskatchewan Indian Federated College. I understand they were experiencing some problems of growth. I was just wondering if there had been any dialogue with them to address their concerns.

[Translation]

Je vais quand même examiner les listes, mais il est intéressant de voir que, depuis deux ou trois ans, nous avons vu les organismes des premières nations assumer rapidement leurs responsabilités pour l'administration de ce programme. Sachant qu'il y a des limites financières, je pense que nous voyons des améliorations importantes au chapitre de l'administration de ces fonds.

Le président: Monsieur le ministre, j'ai une autre question au sujet de l'étude sur le logement qu'on vient de terminer. Compte tenu de ce que nous savons des finances engagées dans le logement des autochtones, risque-t-il d'y avoir du nouveau sur cette question particulière pour l'exercice 1993-1994?

M. Siddon: Je pense, monsieur le président, que vous avez reçu une lettre indiquant que le Cabinet n'a pas encore pris la décision finale et n'est pas encore en mesure de répondre à votre rapport sur le logement. Je peux dire en toute honnêteté que nous avons, à mon sens, proposé un train de politiques très intéressant et très complet pour un nouveau programme de logement des autochtones. Cela deviendra essentiel. Cela supposera un degré beaucoup plus élevé d'engagement à l'égard du concept de l'accession à la propriété, de la responsabilité et de l'entretien, de la formation, de la bonne planification des lotissements domiciliaires, à l'aide de fonds hypothécaires, dans toute la mesure du possible, de financement hypothécaire, avec la collaboration du système bancaire et des institutions autochtones de financement et de prêt, que nous essayons d'encourager, et selon des critères précis pour déterminer si l'emprunteur a les moyens d'effectuer les versements, de payer le loyer ou de verser les mensualités hypothécaires, et, en bout de ligne, de veiller à ce que le stock de logement n'ait pas à être renouvelé tous les 10 ans. La triste réalité du logement autochtone aujourd'hui est que le logement moyen dure 10 ans.

Nous aurons renouvelé 50 p. 100 du stock de logement autochtone au Canada depuis 1984 grâce à notre programme de rénovation de plus de 3 000 logements et de construction de 3 000 nouveaux logements par an. En 10 ans, voyez-vous, vous pourriez rénover ou construire 60 000 logements. Le problème, c'est qu'ils ne durent pas. La façon dont ils sont construits et gérés, la mesure dans laquelle ils donnent de l'emploi aux collectivités autochtones, le développement économique, sont autant d'ingrédients importants d'une politique de logement. Ce sont toutes des questions contenues dans la nouvelle proposition de politique.

Nous devons nous assurer l'engagement financier final. Comme vous le savez, il est énorme. J'espère que cela pourra se faire dans un avenir pas trop lointain. En date d'aujourd'hui, je ne peux en prendre l'engagement.

Le président: Vous avez l'air de bien connaître notre rapport.

J'ai une dernière question, assez précise. Elle porte sur l'enseignement postsecondaire.

Dans ma circonscription, nous sommes fiers d'avoir une université agréée indienne, le «Saskatchewan Indian Federated College». Je crois comprendre qu'il connaissait certains problèmes de croissance. Je me demandais si l'on a discuté de ses préoccupations avec le collège.